

Formation des enseignants : IUFM...grande souffrance des personnels.

Depuis la rentrée et les mobilisations pour défendre notre système de retraite, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics sont en proie à de profonds bouleversements et à une recomposition inédite de la carte universitaire et de recherche. La confusion entretenue entre public et privé n'épargne aucune dimension et met en cause l'unité du service public.

Si de nombreux collègues s'épuisent à répondre aux appels d'offres liés au grand emprunt, d'autres –parfois les mêmes- doivent faire face aux effets délétères de la réforme dite de « mastérisation ». Dans tous les pans du service public d'éducation, les conséquences humaines n'en finissent pas d'être mises à jour. Dès septembre, de nombreux fonctionnaires stagiaires se sont retrouvés sur le terrain à plein temps, sans aucune formation professionnelle, rendant leur entrée dans le métier intenable. Dans les IUFM, dans les UFR, les collègues, dont l'engagement pour leurs étudiants et pour les fonctionnaires stagiaires ne peut être mis en doute, sont placés dans une situation de tension intolérable. Confrontés à la destruction de leur outil de travail, à de nouvelles conditions de travail inadmissibles (réécriture de conventions, multiplication des déplacements...) et aux projets de fermeture de sites ou de formations, se heurtant à une mise en place aberrante de masters (conception de nouveaux enseignements dans l'urgence...), exprimant la crainte de leur avenir à court terme, dans l'incapacité de palier l'incurie gouvernementale, nombre d'entre eux –et en particulier dans les IUFM– sont dans un état de souffrance et d'anxiété dont on peut redouter les effets. Dans le même temps, le gouvernement persiste dans son projet de démolition de l'INRP, au lieu de développer une recherche en éducation s'appuyant sur son potentiel, celui des IUFM et des UFR, alliant les disciplines universitaires, leurs méthodologies et la recherche sur les pratiques.

Le SNESUP ne peut accepter la situation vécue par ces nombreux collègues. Il va engager une série d'actions à même de les soutenir. Une enquête de portée nationale va être lancée pour mesurer la gravité des situations suivant les sites (sur ou sous service, incertitude à court terme, perspective professionnelle...). Afin de recueillir et traiter toutes les situations personnelles délicates de syndiqués ou non, des moyens clairement identifiés sont mis en place (courriel : ufrm@snesup.fr – tél. : 0144799678) Nous interviendrons dans les établissements (en activant les Comités Hygiène et Sécurité et en interpellant les CTP) pour que les collègues en souffrance puissent être reconnus et défendus. Nous interviendrons auprès de la Direction des Personnels du Ministère pour qu'elle rappelle aux établissements les droits des personnels. Nous solliciterons les élus locaux pour leur demander d'intervenir sur la fermeture de centres départementaux, et pour défendre l'avenir de l'école publique. Dans le cadre d'une entrevue du SNESUP avec la CPU, prévue à brève échéance, nous soulèverons cette même problématique touchant des collègues dans d'autres composantes des universités.

Le 16 décembre, sous l'impulsion du SNESUP, la FSU a décidé de faire une journée de bilan partagé des effets catastrophiques de la réforme gouvernementale de la formation des maîtres, et d'apporter des réponses aux demandes urgentes. Cette initiative doit être l'occasion de confronter les expériences des formateurs, des nouveaux fonctionnaires stagiaires, et des étudiants sur la situation à cette rentrée, de montrer la complexité et la diversité des situations, de favoriser l'expression de la souffrance des personnels de diverses catégories. Le travail en commissions (stages, année de stagiaire, validations ; carte des formations et maillage du territoire) doit permettre d'avancer sur des réponses urgentes, de poursuivre notre réflexion, en particulier sur le cadrage national et le contenu des Masters. Une conférence de presse permettra de médiatiser ce bilan. Le SNESUP appelle les personnels des IUFM, des UFR et les étudiants à venir le 16 décembre à l'IUFM de Paris.

Le SNESUP défend et défendra le potentiel de la formation des enseignants dans les UFR et les IUFM. Il s'assurera que le potentiel des formateurs des IUFM ne disparaisse pas au gré des effets délétères de la loi LRU (glissements d'emplois d'une discipline à l'autre, gestion locale de la masse salariale, précarité croissante...). Le SNESUP n'a cessé de porter la réflexion sur la formation des maîtres, pour une élévation réelle des qualifications professionnelles et disciplinaires au niveau d'un master pour enseigner dans l'enseignement primaire comme secondaire. A l'heure où la démocratisation de l'Ecole doit constituer à nouveau un objectif pour la société, nos propositions déjà élaborées ou à consolider sont des atouts importants.

Sur le site du SNESUP :

Grand Emprunt (Equipex, Labex, Idex ...) : appel à la résistance : <http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=5456&ptid=5>
Labex, Inex... Où va l'université? 2, tribune de S. Tassel parue dans l'Humanité du 24 novembre : <http://www.snesup.fr/Agir-en-ligne/Tribune?aid=5461&ptid=8>